

LES MODÈLES DE CROISSANCE DE 1945 A NOS JOURS

B. Le modèle socialiste et ses impasses (jusque dans les années 80)

Problématique : une économie planifiée est-elle viable et surtout réformable ?

1. Le modèle stalinien et sa diffusion dans le bloc communiste (années 40 et 50)

a. En URSS, la poursuite du stalinisme :

La victoire sur le nazisme prouve que les réformes mises en œuvre après la NEP (1921-1927) à savoir la mise en œuvre d'une économie socialiste ont porté leur fruit et qu'il n'y a donc aucune raison de changer de direction. L'URSS entre donc à partir de la fin de la guerre dans le **second stalinisme**, une période toute aussi marquée par la surveillance de la population mais sans la Terreur et les purges des années 30. Staline a mis en avant l'essor de l'industrie lourde au détriment de l'agriculture car l'industrie était la base du développement industriel et permettait d'assurer l'effort d'armement de l'URSS. Cette tendance est maintenue après la guerre et la disparition de la menace extérieure pour des raisons de prestige notamment. Le IV^e plan quinquennal (1946-50) qui néglige les biens de consommation et l'agriculture au profit des biens d'équipement qui reçoivent près de la moitié des I. L'industrie joue un rôle d'aménagement du territoire mais les grandes entreprises sont majoritairement localisées en Russie occidentale : se créent des villes industrielles spécialisées dans une tâche précise, Togliatti sur les bords de la Volga accueille la production automobile grâce à des transferts de technologie avec Fiat. L'industrialisation à marche forcée de l'URSS se poursuit et malgré les résultats affichés, la réalité fut que l'effort de production demandé aux Soviétiques fut entravé par le manque de main d'œuvre et de produits d'équipement.

Trois principes :

- *planification impérative* : une recherche de rationalité économique face aux incohérences du marché qui peuvent plonger l'économie mondiale dans la crise et la dépression. Elle passe par une collecte de l'information à l'échelle de tout un pays en partant des unités de bases que sont les usines, les exploitations agricoles. Fixation d'objectifs de production aux entreprises d'État. Il s'agit pour le **Gosplan**, structure administrative centralisée et hiérarchisée de définir les moyens disponibles par rapport aux besoins nécessaires à la production en utilisant la **méthode des balances** : pour chaque produit (ex, acier), les planificateurs établissent un compte avec en *ressources*, les stocks disponibles, la production prévue, les importations éventuelles et en *emplois*, les affectations à savoir comment sera utilisé le produit, s'il sera exporté, ou si des stocks sont prévus. Par définition, la balance doit être équilibrée. Tout repose donc sur la fiabilité des données fournies.

En réalité, le plan est plutôt un instrument de volontariste politique (cf. propagande sur **Stakhanov** dans les années 30), qu'un outil de gestion rationnelle et efficiente des ressources. En effet, le Gosplan est une machine administrative

pléthorique qui doit collecter les données de milliers d'entreprises à une époque où le matériel informatique est encore balbutiant. Au total, 13 plans quinquennaux auront orienté l'économie soviétique entre 1928 et 1991.

- *collectivisation totale de l'économie* : elle s'est déroulée à partir de 1928 où la propriété privée des moyens de production a définitivement été abolie après l'expérience de la **NEP**. La collectivisation de l'agriculture soviétique a été un drame humain (**dékoulakisation**) et surtout un désastre économique (disparition de la moitié du cheptel soviétique entre 1928 et 1933). Désormais les paysans soviétiques appartiennent à leur grande majorité à des **kolkhozes** dont ils sont les salariés. ils empruntent à des magasins d'État (**MTS**), le matériel agricole nécessaire à leur travail ; une minorité d'entre eux sont affectés à des fermes d'État modèles qui présentent des performances plus rentables, les **sovkhozes**. La production des kolkhozes rapporte peu aux paysans (prix bas, location du matériel, prélèvements de l'Etat). Aussi ces derniers concentrent-ils leur énergie à cultiver le **lopin kolkhozien** (pas plus d'1 ha) dont la libre disposition leur a été reconnu dès les débuts de la collectivisation. En fait, c'est grâce à ces lopins que les Soviétiques ont pu manger des fruits et des légumes frais et en quantité.

- *contrôle étatique du commerce extérieur mais également des flux financiers* ; le rouble est une monnaie inconvertible, l'URSS n'a pas signé les accords de Bretton Woods ni même la charte de la Havane et le GATT. C'est un pays qui vit en autarcie après avoir pris le contrôle des pays d'Europe centrale et orientale.

b. Les démocraties populaires connaissent une brutale imposition du modèle soviétique :

La satellisation de l'Europe orientale n'a pas été forcément identique dans les pays concernés et dans ces conditions, le modèle communiste qui leur est imposé, connaît également des variantes.

- *Appliquer un modèle unique à des économies différentes* :

Dans les pays à tradition industrielle comme la Tchécoslovaquie, la RDA, des nationalisations avaient été menées avant même l'installation des régimes communistes, un peu comme en Europe occidentale mais ce mouvement est renforcé. Ainsi en Hongrie, en 1948, les entreprises de plus de 100 salariés appartiennent désormais à l'État ; en Pologne, l'industrie est quasiment sous contrôle étatique (99,4%). Quelques entreprises restent privées mais ont peu de salariés (moins de 10 en Hongrie). La Pologne a seulement quelques régions industrielles qui étaient allemandes en 1913 (Silésie, Danzig) et ressemble plus à une économie agricole comme la Roumanie, Bulgarie où 80% de la population travaille dans les champs et où dominant les grands domaines. Les agricultures sont donc socialisées : tout d'abord les terres sont collectivisées en Hongrie, Tchécoslovaquie et Roumanie qui connaît l'équivalent d'une dékoulakisation en 1949. Mais en Pologne et Yougoslavie, cette collectivisation n'est pas menée à son terme. En 1956, en Pologne, le nombre de fermes collectives est divisée par 5 (moins de 2000). Si, En 1959, les fermes d'Etat contrôlent 96% des terres cultivées en Bulgarie, ce taux descend à 8% en Yougoslavie (14% pour la Pologne).

La planification orientée vers l'industrie lourde s'avère délicat à mettre en œuvre dans les pays à économie agricole comme la Hongrie, la Roumanie. Non seulement les besoins des populations en équipement au lendemain de la guerre ne sont pas satisfaits car ce n'est pas la priorité, mais en plus la main d'œuvre nécessaire à l'agriculture est détournée vers les **zones industrielles** ou **combinats** créés un peu partout sur le territoire

- *Intégrer dans la DIT socialiste*

La logique du glacis protecteur s'étend à la sphère économique. Des institutions sont mises en place : sur le plan politique, il s'agit du Kominform suite à la doctrine Jdanov, la Yougoslavie en est exclue en juin 1948 pour déviationnisme ; sur le plan économique, est créé en janvier 1949, le **CAEM (conseil d'assistance économique mutuelle)** ou **COMECON** en anglais dans l'urgence pour répondre à l'OECE. Rejoignent cette structure en l'espace d'un an l'Albanie et la RDA, nouvellement fondée et quelques pays extra-européens y adhèrent comme Cuba en 62, le Vietnam en 78 mais **pas** la Chine qui, de toutes façons rompt avec l'URSS au début des années 60. La charte l'organisant n'est signée en 1959.

Durant la période stalinienne, l'URSS impose ses besoins aux Etats satellites (démontage des entreprises industrielles d'Allemagne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et transfert vers l'URSS ; charbon polonais payé au 1/10 du prix mondial). Les relations économiques entre démocraties populaires sont quasi inexistantes (en 1938, 70% de leurs exportations allaient vers l'Europe occidentale, contre 1,3% vers l'URSS. Dès 1949, plus de la moitié est captée par le « Grand frère »). Il s'agit d'un système d'échanges mutuels de produits à partir d'un mécanisme de clearing bilatéral car les monnaies nationales ne sont pas convertibles entre elles.

Les premiers résultats sont décevants si on compare aux PDEM, le rationnement s'étend jusque dans les années 50, le pouvoir d'achat augmente moins vite, ce qui explique notamment la crise de juin 53 à Berlin-est puis en Pologne en 1956. En revanche, les taux de croissance sont très élevés du fait de l'industrialisation forcée et le choix de l'industrie lourde.

c. La Chine accepte l'alignement sur le modèle stalinien (années 50)

La vie politique chinoise est scandée par le principe des campagnes (« 100 fleurs », Grand bond en avant) censées mobiliser les foules sur un projet commun, fédérateur. En réalité, elles étaient le moyen de débusquer et d'éliminer les opposants (propriétaires fonciers, bourgeoisie marchande, intellectuels dubitatifs sur les bienfaits du communisme chinois). La politique économique maoïste entend aussi créer un cadre nouveau pour les populations.

- *Tout d'abord rompre avec la Chine ancestrale*

La première mesure, comme les masses paysannes ont assuré par leurs mobilisations pendant la guerre et jusqu'en 1949 la victoire de Mao concerne donc la **réforme agraire** mise en œuvre le 28 juin 1950. 80% de la population active chinoise travaille dans l'agriculture. Ce sont moins les paysans riches que les propriétaires fonciers établis en ville qui sont les victimes directes des mesures. Ainsi 46 M ha sont

distribués aux paysans pauvres qui accèdent à la propriété (<1ha) soit les 2/3 de la population rurale. Cette réforme n'est pas aussi radicale qu'en URSS car une paysannerie riche persiste, et ce afin de ne pas désorganiser la production dans un pays agricole.

En revanche, à partir de 1956, la collectivisation s'accélère à travers la création de coopératives et la formation d'équipes d'entraide qui regroupent les familles : 750 000 coopératives rassemblent les 9/10 des foyers paysans et possèdent la terre (fin de la propriété privée mais les paysans continuent de jouir de l'utilisation de quelques ares). Elle est totale en 1957 (120 millions de foyers chinois). L'État fixe désormais les quantités à produire, livrer, et qu'on peut lui acheter en cas de nécessité. Par ailleurs, cette réforme puis cette collectivisation s'accompagne d'une transformation des structures sociales rurales traditionnelles : ainsi le divorce est autorisé, le concubinage voire la polygamie et l'infanticide condamnés, l'âge du mariage est repoussé (18 ans pour les jeunes filles), et les mariages forcés interdits. Il s'agit de libérer les jeunes générations du carcan familial et de l'autorité due aux ancêtres afin de faire naître « l'homme nouveau communiste ».

- *Ensuite se conformer à l'impératif de la planification :*

L'économie chinoise suit les principes d'une économie de type soviétique : le traité de février 1950 envoie des conseillers soviétiques et incite la Chine à développer son industrie lourde. Le 1er plan quinquennal de 1953-57 s'inspire du premier plan soviétique (1928-32). Ainsi l'industrie (mines et sidérurgie) et les transports (amélioration de la desserte ferroviaire de la Chine intérieure et vers l'URSS) reçoivent les $\frac{3}{4}$ des investissements. Dans ces conditions, les biens de consommation sont totalement délaissés (moins de 10% des I). Le plan est l'occasion de développer l'industrialisation de la Chine intérieure (Chongqing, Wuhan) mais aussi la Mandchourie, avec l'aide des Soviétiques où plus d'une cinquantaine d'usines sont construites. Il existe encore des entreprises privées mais pour survivre, elles doivent passer par les commandes publiques et dépendent des matières premières allouées par l'État. La collectivisation est quasiment acquise en 1956. Les résultats sont spectaculaires parce que la Chine part de loin. La production industrielle croît de près de 20% en moyenne chaque année. Si l'agriculture progresse, le taux de croissance de la production céréalière est beaucoup moins spectaculaire mais demeure supérieur à celui de la population (>1,5% l'an).

Cependant, la préoccupation liée au défi démographique, l'éloignement progressif d'avec Moscou, le lancement de la campagne des « Cent Fleurs » afin de désarmer l'opposition au PCC amènent Mao à abandonner le modèle soviétique pour lancer la Chine dans le « Grand Bond en avant » (1958-61)

2. Les tentatives infructueuses de réformes de l'économie planifiée (fin des années 50 et au début des 80s)

a. Les ambitions contrariées de réformes conduisent à une économie soviétique de plus en plus ankylosée

- *Les expériences khrouchtchéviennes :*

La rupture s'inscrit dans l'esprit du XXe congrès du PCUS de février 1956 : faire porter le chapeau de la répression mais aussi des insuffisances de l'économie soviétique sur Staline. L'enjeu reste donc la gestion d'un territoire de près de 22 M de km² peuplé en 1957 de plus de 200 M d'hab.

Comme le plan demeure l'instrument principal de l'économie soviétique, il s'agit de le réformer. Ainsi le VIe plan (1956-60) qui était d'inspiration stalinienne est interrompu en 1957 pour laisser place à un plan septennal (1959-1965) afin de rattraper et dépasser les E.-U. Khrouchtchev estimait qu'il fallait d'ailleurs se libérer de la contrainte de la périodicité et élaborer des plans de développement de plus longue durée dans une visée prospective : l'idée d'une *planification glissante* avait été envisagée. Il faut assouplir l'élaboration du plan et casser son excessive centralisation incarnée par les ministères industriels et techniques chargés de sa mise en œuvre. Ils sont remplacés par des conseils économiques régionaux, les **sovnarkhozes** au nombre de 106, qui se trouvent être au plus près des entreprises. Cet effort de déconcentration de la prise de décision cherche une plus grande efficacité dans l'allocation des ressources. Mais cette réforme est abandonnée avec la chute de Khr. car le pouvoir central moscovite craignait des tendances centrifuges et autonomes de la part des conseils pouvant aboutir à un éclatement du territoire soviétique. Ainsi en 1965, les ministères économiques sont rétablis et retrouvent leurs prérogatives.

Les autres espoirs de Khr portaient sur l'agriculture. Jeune, il avait pu mesurer l'ampleur du désastre que fut la collectivisation dans son Ukraine natale, même s'il en fut un exécutant zélé. A la mort de Staline, les prix agricoles qui avaient été fixés anormalement bas et les impôts et les taxes élevés, sont d'un côté relevés et de l'autre allégés. Par ailleurs, les livraisons obligatoires à l'Etat sont supprimées. Les kolkhozes peuvent établir des contrats de livraisons avec les organismes de collecte. par ailleurs, le pouvoir soviétique cherche à se rapprocher de la vérité des prix agricoles, à savoir des prix au moins égaux au coût de production et permettant même de dégager des bénéfices et ce, dans le but de verser aux kolkhoziens des salaires plus élevés. Par ailleurs les **MTS** sont supprimées, ce qui est vu par les paysans soviétiques comme un allègement du contrôle étatique (même si ce dernier cherche à développer les sovkhozes qui, bien que moins nombreux disposent d'une plus grande SAU). Ils peuvent même acheter des machines.

Enfin, l'autre grande ambition de Khr, est le développement des surfaces agricoles dans les steppes de l'Asie centrale notamment au Kazakhstan. Il s'agit de la **politique des terres vierges** lancée dès 1954 qui, dans les faits n'a pas conduit à faire de l'URSS, le rival des E.U dans la production de maïs (en 1959 lors de son voyage aux E.-U., Khr avait découvert la Corn belt d'où son surnom Mr. Maïs). La surface consacrée au maïs doit être quadruplée (37 M ha). Mais les conditions climatiques et la nature du sol ne sont pas réunies et 80% de la récolte est détruite en 1962. En outre,

cette extension de la SAU a épuisé les sols et les rendements stagnent. Khr. a eu trop confiance dans les prédictions aventureuses d'un biologiste soviétique **Lyssenko** qui prétendait que la science soviétique saurait venir à bout des résistances de la nature. Ce qui est vrai, c'est que l'irrigation à outrance nécessaire à la culture du maïs fut à l'origine d'un véritable désastre écologique avec la quasi-disparition de la mer d'Aral.

Le résultat de cette politique aventureuse et irréaliste est qu'en 1963, l'URSS pour la première fois de son histoire, est obligée d'importer 18 M tonnes de blé des E.U, le grand rival. Toutes ces expérimentations ajoutées à la volonté de réduire les privilèges de la *Nomenklatura* et aux impasses de la politique extérieure, aboutissent à la mise à la retraite de Khr. en octobre 1964.

• *L'immobilisme brejnevien ?* Une société soviétique qui glisse insensiblement vers l'indolence (ou la paresse)

Leonid Brejnev est un pur apparatchik, placé pour rétablir la prééminence de la *Nomenklatura*, il n'en est pas pour autant un tenant d'un statu quo, avec le premier ministre A. Kossyguine et le chef de l'Etat N. Podgorny qui forment la troïka. En effet, au milieu des années 60, la croissance soviétique commence à s'essouffler et il faut la soutenir, tout comme il est nécessaire d'accroître l'équipement des soviétiques en biens de consommation, car c'est l'enjeu de compétition majeure économique avec les PDEM.

Introduire la notion de rentabilité

Le dilemme auquel est confrontée l'économie soviétique est d'un côté, le maintien d'une planification rigide, centralisée après l'abandon de la réforme Khr. et de l'autre, la nécessaire souplesse à accorder aux acteurs économiques situés au plus proche de l'acte productif, à savoir les entreprises, leur directeur et leurs travailleurs. Il s'agit dans un cadre autoritaire et hiérarchisé de donner plus d'autonomie aux unités de production. Dès 1962, dans un article de la *Pravda*, l'économiste **Liberman** appelait à une plus grande efficacité des entreprises. La réforme qui porte son nom et qui vise à obtenir une meilleure rationalité dans l'utilisation des ressources, à encourager les travailleurs à tendre vers une plus grande qualité des produits est mise en œuvre en 1965. Dit autrement, il s'agit de dégager de la valeur ajoutée en limitant les consommations intermédiaires, d'accroître la productivité du travail. Désormais les entreprises acquièrent une plus grande autonomie notamment comptable, doivent fournir moins de données au Gosplan. Grande innovation dans une économie communiste, la mise en place de primes d'intéressement (fonds de stimulation individuels) pour les salariés et la possibilité pour les entreprises de conserver et réinvestir une partie de leur bénéfice. Ce n'est pas tant le dépassement des objectifs quantitatifs qui est recherché qu'une bonne gestion. Est considérée comme un bon indicateur d'efficacité non pas la production brute réalisée mais la production vendue. Enfin, une sorte d'impôt sur le capital est instauré afin de dissuader les entreprises de stocker des machines dont elles n'auraient pas l'usage (la logique voulait que les entreprises réclament des machines afin de faire face à une augmentation de la production exigée par le plan ou des demandes éventuelles de livraison).

Mais cette réforme a fait long feu. En effet, les entreprises demeuraient dépendantes de l'allocation centralisée des ressources et les autorités centrales avaient

du mal à accepter cette remise en question de leur surveillance. Par ailleurs les prix demeuraient administrés et ne permettaient pas alors de dégager des profits substantiels et surtout les employés ne voyaient pas pourquoi travailler plus et mieux sachant qu'ils ne pourraient dépenser leurs salaires compte tenu des pénuries en biens de consommation. On est bien loin des ambitions annoncées par Khr. en 1961 quand il affirmait que le niveau de vie des Soviétiques serait dans les années 80, supérieur de 75 % à celui des Américains.

Une puissance industrielle tournée vers l'industrie d'armement

L'URSS à partir des années 60 cherche à la fois la poursuite des objectifs traditionnels (renforcer le secteur industriel notamment dans l'optique de la course aux armements ; exploiter les gisements d'hydrocarbures de la Sibérie, qui amènent l'URSS à devenir le 1^{er} producteur mondial dans les années 80 en doublant sa production de pétrole entre 65 et 82) et à apporter aux Soviétiques un plus grand confort matériel : les 8^e (1966-70) et 9^e plans (71-75) s'inscrivent dans une logique de rééquilibrage des biens B (consommation) par rapport aux biens A (équipement).

Mais les résultats sont médiocres et les biens de consommation progressent beaucoup moins vite que l'industrie de base. Aussi le taux de croissance du PIB ne cesse de ralentir : de près de 9% l'an sous Staline, il passe à un peu plus de 5% dans les 60s, puis 3% au début des années 70 pour être inférieur à 2% jusqu'à la fin de l'URSS. En fait, l'économie soviétique a raté la transition vers la croissance intensive par accroissement de la productivité globale des facteurs de production : elle a été majoritairement extensive par augmentation, accumulation des facteurs (ce qui correspond à la période stalinienne et donc au retard à rattraper, et aux ressources quasi illimitées dont dispose le pays en énergie, minerais, et aussi main d'oeuvre)

L'industrie soviétique est donc peu efficace une fois l'accent mis sur les combinats industriels lourds. Elle intègre peu de progrès technique, ses effectifs augmentent plus vite que la production réalisée. De plus en plus, face aux dysfonctionnements du plan, à l'absence de relations directes entre les entreprises qui ont pour seul interlocuteur, le plan, elles ont tendance à recourir à leurs propres moyens plutôt que d'attendre des livraisons de matériel dont elles ont besoin et qui n'arrivent pas.

En fait le seul domaine industriel qui soit efficace est celui lié à l'armée, guerre froide oblige. La possession de l'arme atomique peu de temps après les E.U, la mise au point des missiles de croisière à partir de 1957 (grâce aux travaux de Korolev), le SS6 puis le triomphe de Gagarine en 1961 attestent l'avance soviétique dans la mise au point de lanceur d'engins dans l'espace. Le pouvoir soviétique ne lésine pas sur les moyens financiers et humains (près de la moitié des effectifs de la recherche scientifique) à mobiliser pour relever le défi technologique et militaire (observation satellitaire, communications et écoutes, système de guidage des missiles, avions de chasse, sous-marins nucléaires). Mais contrairement aux pays occidentaux, le pouvoir soviétique n'a cure d'accélérer le transfert des découvertes militaires vers un usage civil. Ainsi le **VPK** (complexe militaro-industriel) est installé sur tout le territoire et fait travailler des centaines de milliers de Soviétiques (ce sont les cosmodromes du Kazakhstan avec Baïkonour, les villes secrètes interdites aux étrangers rassemblant des dizaines de milliers d'habitants, les sites d'extraction de l'uranium d'Asie centrale, les combinats spécialisés dans l'industrie chimique et la

métallurgie où sont fabriqués les chars et qu'on dissimule en usines de production de wagons). Les salariés du VPK sont des soviétiques « plus égaux que les autres » car membre de la *nomenklatura*.

Une économie de pénurie

L'économie soviétique se caractérise donc pour la grande majorité des soviétiques comme une économie de pénuries avec ses goulets d'étranglement et ses fils d'attente. Ainsi les marchés kolkhoziens sont officialisés dans la nouvelle constitution de 1977. Les prix sont libres. Ils étaient voués à disparaître face à l'efficacité des sovkhozes. Mais au milieu des années 70, force est de constater qu'occupant 1,5% des terres, ils fournissent $\frac{1}{4}$ de la production de fruits et légumes et $\frac{1}{5}$ de l'élevage (veaux, vaches, moutons, volaille...).

Les prix soviétiques ne correspondent à un état d'équilibre puis qu'ils sont fixés de manière administrative et autoritaire. Les notions d'offre et de demande existent mais elles ne se rencontrent pas sur un marché libre sur lequel un prix va être fixé par confrontation. Si la demande est forte dans un pays communiste et l'offre est insuffisante, le prix reste le même et ne correspond pas à une situation d'équilibre car il devrait augmenter : il s'agit d'une inflation maîtrisée. Les soviétiques ne peuvent régler leurs achats qu'en monnaie fiduciaire, d'ailleurs c'est sous cette forme que leurs salaires sont versés. Les entreprises entre elles, recourent à de la monnaie scripturale, c'est-à-dire à des jeux d'écriture, comme avec la banque d'Etat (**Gosbank**) ou les banques spécialisées. Ces deux circuits monétaires sont étanches. La logique du plan voudrait que la consommation soit équivalente à la production, que les salaires versés soient en grande majorité dépensés dans les biens de consommation. Or du fait de l'insuffisance de la production, une grande partie des revenus des soviétiques sont épargnés (entre 1960 et 1980, le montant moyen quintuple, il représente près de $\frac{1}{2}$ salaire annuel) ou thésaurisés (bas de laine). Donc la satisfaction de l'achat est fonction du délai d'attente et de la position dans la file d'attente. Ce n'est pas le plus riche qui sera servi le premier. Aussi se développe un marché parallèle avec ses propres prix et qui échappe plus ou moins au contrôle de l'État.

Un marché de l'occasion apparaît donc : des magasins officiels sont installés où l'on vend plus cher des produits d'occasion que des produits neufs, ce qui a la conséquence logique de ce qui a été décrit. Ainsi une Lada d'occasion en 1988 disponible immédiatement vaut le double du même modèle livrable dans...7 ans). Enfin, existe aussi un marché noir où les soviétiques s'échangent des services, des produits soit sous forme de troc, soit sous forme monétaire (mais quel intérêt). Cette activité parallèle se fait au détriment de l'implication dans le travail officiel et surtout favorise les « emprunts » voire les vols du matériel présents dans les entreprises. C'est l'économie de la débrouille où s'installent les mafias qui vendent à l'étranger des produits sensibles comme l'or ou du matériel militaire (Kalachnikov).

Des Soviétiques qui ont vu toutefois leur condition s'améliorer :

Au début des années 50, le PIB/hab des Soviétiques représentait moins de 30% de celui d'un Américain, en 1985, à peine le $\frac{1}{3}$... Légère amélioration mais fort loin des prévisions de Khr. Pourtant, leur train de vie s'est nettement amélioré 40 ans après la fin de la guerre et malgré le fait que l'aisance matérielle n'a pas été la préoccupation

des dirigeants soviétiques jusque dans les années 60. Hormis l'automobile, en 1986, la totalité des ménages disposent d'une TV (50% en 1970), d'un réfrigérateur. Plus des 2/3 ont une machine à laver mais seulement 1/3 un appareil photo. Par ailleurs, il ne faut pas oublier les avantages sociaux très importants dont ils bénéficient et qui sont quasi-gratuits : absence de chômage, retraite à 60 ans, gratuité de l'enseignement secondaire (payant sous Staline) et des soins ; les dépenses de logement, de chauffage, de transports mais aussi de vacances sont quasi-subsventionnées du fait de la faiblesse des prix administrés. C'est une société anesthésiée, où les dissidents sont chassés et expulsés du pays mais où la population est dans son ensemble de moins en moins convaincue l'édification de la société communiste.

On rappellera aussi que des inégalités subsistent : entre les Républiques (Europe/Asie ; nord européen/ Caucase ; La Sibérie constituant une situation particulière) et entre soviétiques (Nomenklatura et salariés du VPK/ les autres).

b. Sortir du carcan soviétique : les voies autonomes de la croissance dans les démocraties populaires

- *L'autogestion selon Tito :*

Cette politique originale a été mise en œuvre dès le début des 50s puisqu'en 1948, la Yougoslavie est exclue du Kominform pour déviationnisme. Sont mis en place des conseils ouvriers (CO) élus par les salariés (juin 1950) et représentent la plus haute autorité de l'entreprise. Le directeur est nommé par un comité dont 1/3 des membres sont issus de ce CO. Très vite la planification impérative s'assouplit et disparaît, et en 1952, la vérité des prix est rétablie. Se met en place une économie mixte ouverte aux IDE occidentaux en 1967, qui mise sur le tourisme de la côte adriatique. Toutefois, ce modèle ne permet pas à la Yougoslavie d'atteindre les standards de vie des pays voisins du sud méditerranéen comme la Grèce.

- « *Le socialisme du goulash* » :

Après la répression des années 50 puis la démission de Khr, les démocraties populaires vont définir des modèles économiques qui se différencient du modèle soviétique tout en ne remettant pas en cause l'alignement sur Moscou dans le cadre de la doctrine de la souveraineté limitée rappelée lors du Printemps de Prague. En effet, ces pays comme le « Grand frère », éprouvent les difficultés d'une économie planifiée et centralisée. Ainsi la Hongrie de J. Kadar, à partir de 1968, lance *le nouveau mécanisme économique* qui accorde une réelle autonomie aux entreprises grâce à la liberté des prix essentiellement pour les produits manufacturés, les approvisionnements. Elles doivent accepter les règles du marché pour favoriser un marché de consommateurs et ne sont plus tenues de suivre un plan imposé par l'autorité de tutelle. Néanmoins elles demeurent sous le contrôle de l'État qui continue à définir un plan qui précise les flux d'investissement au niveau global. La Hongrie a augmenté ses achats à l'Ouest (notamment d'équipement ce qui a dégradé ses comptes extérieurs) mais demeure membre du CAEM. La privatisation intégrale de l'économie attendra la fin des années 80 même si plus de la moitié des fruits, viande de porc était fournie en 1980 par le secteur libre de l'agriculture.

- *Le CAEM s'oriente vers une parité entre les Etats membres :*

Le carcan soviétique s'assouplit progressivement avec l'alignement des prix sur ceux du marché mondial, la création d'un organisme financier, la **BICE** en 1963 et du rouble transférable pour développer les échanges entre membres.

Le problème de cette intégration économique voulue par l'URSS est qu'elle nécessite un effort de coordination des planifications nationales. En effet, les plans nationaux doivent prévoir et calculer le montant des exportations vers les pays frères. Mais cette coordination suppose une spécialisation des économies nationales pour entrer dans la logique de la DIT tout en veillant à développer l'économie nationale dans tous les secteurs d'activité. Aussi la planification supranationale que souhaitait Khr est mise en échec par les démocraties populaires. En effet, le mode de décision défini dans les statuts de 1959 prévoit l'unanimité avec la mise en place d'un comité exécutif, ce qui donne un droit de veto aux membres. En fait, c'est le principe de la souveraineté nationale qui va s'imposer à l'URSS : ce que perdent les démocraties populaires sur le plan géopolitique, elles le gagnent sur le plan économique et commercial. Cette logique de spécialisation n'a pu être mise en œuvre et aussi les termes de l'échange se sont dégradés pour l'URSS avec les autres Etats (elle leur vend de l'énergie à bas prix mais leur achète des biens d'équipement bien plus cher, ce qui correspond à des subventions). La mise en place des réseaux de transport énergétique comme les gazoducs et des lignes à haute tension date de la période communiste.

Tout comme en URSS, le taux de croissance s'essouffle car là aussi, il s'agit de réussir le passage d'une croissance extensive à une intensive (+10% sur 51-55 à +2% sur 81-85 pour les 7 pays du bloc communiste hors Albanie mais avec la Yougoslavie). Certains pays connaissent de graves pénuries alimentaires ou énergétiques comme la Pologne en 1970 ou la Roumanie (quelques heures d'électricité par jour dans les 80s). Le secteur primaire et secondaire sont surreprésentés par rapport aux PDEM (50% de la population active dans l'industrie en RDA). Par ailleurs, ces pays voient leur endettement vis-à-vis de l'Ouest exploser en moins de 20 ans (x28/ 1970) car ils achètent des biens d'équipement pour moderniser un appareil économique de plus en plus obsolète.

c. Les errements du maoïsme conduisent la Chine vers l'ouverture économique sur le monde :

Quelques précisions sur la période 58-79 car l'essentiel a été vu dans le tableau géopolitique au sortir de la guerre froide.

- *Le grand bond en avant :*

Partant du principe que la Chine est d'abord et avant tout peuplée d'immenses masses paysannes, Mao lance « la marche sur les deux jambes » : il s'agit à la fois de développer l'agriculture et l'industrie, faire des campagnes, des centres industriels. Comptant sur le volontarisme et l'enthousiasme des foules, l'industrie doit gagner le monde rural avec la construction de milliers de petits hauts fourneaux mais aussi des barrages hydrauliques. L'objectif est de rattraper le niveau industriel de la GB d'ici quinze années. Afin d'atteindre cet objectif, le mouvement de collectivisation est renforcé avec la création des **communes populaires** qui sont la cellule de base sociale

et territoriale de la Chine communiste, environ 25 000 communes regroupant chacune 5000 familles.

Le « Grand bond en avant » (1958-61) est un fiasco total : outre les catastrophes naturelles qui s'abattent sur le pays à partir de 1959, pour reprendre une expression populaire, le paysan chinois ne pouvait être à la fois au four et au moulin ; quand le paysan produit de l'acier, il ne s'occupe de ses récoltes. Aussi cette expérience aurait pu se limiter au grotesque si elle n'avait fait des dizaines de millions de victimes de la famine (environ 20 à 30).

Sur la plan politique, Mao se met en retrait pour faire oublier cette expérience désastreuse : en 1959, il est remplacé par Liu Shaoqi à la présidence de la République et à partir de 1962, sous la responsabilité de Deng Xiaoping qui représente la ligne gestionnaire (« Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat ») c'est à une phase de réajustement qu'est soumise l'économie chinoise qui retrouve en 1965 les niveaux de production d'avant cette expérience : rétablissement du lopin individuel ; remise en question des communes populaires dont la taille diminue, ce qui accroît donc le nombre de communes, correspondant aux anciens villages qui accueillent la nouvelle base d'organisation, la brigade de production. Timide ouverture sur l'extérieur avec achats de biens d'équipement. En 1965, la situation est rétablie.

- *La révolution culturelle désorganise de nouveau la croissance chinoise jusqu'à la fin des années 60*

La décennie 70 s'ouvre avec l'enjeu démographique. En effet, quand celle-ci se sera achevée, au rythme de croissance qu'elle connaît, la population chinoise atteindra le milliard d'individus. Aussi une politique antinataliste est mise en œuvre à partir de 1975 alors que la production agricole croît suffisamment pour nourrir la population (travaux hydrauliques pour irriguer les champs, sélections des espèces végétales pour de hauts rendements). Les Chinois ne savent pas ce que sont les biens de consommation (si ce n'est la bicyclette) mais dans le même temps, la Chine a su se doter de l'arme atomique et lancer des satellites (fusée Longue Marche 1 en 1970). C'est dans ce contexte qu'en janvier 1975, Zhou Enlai prononce son discours des 4 modernisations que Deng lance à partir de 1978 avec **l'économie socialiste de marché**.

C. Les expériences variées du développement du Tiers-Monde : entre succès et impasses

La volonté de rattraper le niveau de développement des PDEM voire des pays socialistes d'ici la fin du XXe était-elle illusoire de la part des pays du Tiers-Monde ?

1. Un Tiers-monde ou des Tiers-mondes :

Acte fondateur, Bandoung (avril 1955), des caractéristiques communes par rapport aux PDEM (passé colonial, critères éco et sociaux cf. Y Lacoste). Durant la période 1945-75, le nombre d'Etats ne cessent d'augmenter : de 51, il passe à 144 membres de l'ONU soit un quasi-triplement, la plupart étant d'anciennes colonies européennes ; des mythes unificateurs : « nous contre l'Occident » (l'Europe, les E.U) mais aussi l'idéal du non-alignement ; la séduction du modèle communiste.

Une volonté de créer une solidarité face aux PDEM malgré les divergences accrues. L'hétérogénéité du tiers monde : en 1950 au Pérou, PIB/hab de 2200 \$; en Birmanie moins de 400 \$. Une Solidarité qui ne passera pas le cap de la fin de siècle. Les disparités économiques déjà fortes vont croître à partir des années 1960 car des choix de développement opposés ou concurrents mais aussi des rivalités géopolitiques, des régimes politiques antagonistes divisent le Tiers-Monde.

Il faut distinguer les situations. Dans certains pays, une activité industrielle existait déjà notamment en Amérique latine (mais elle est embryonnaire) ou encore disposent des réseaux de transport nécessaires aux flux de marchandises (exportations vers la métropole) : c'est le cas de l'Inde bien mieux pourvue que la Chine non colonisée. Certains disposant de structures étatiques solides héritées de leur histoire plurimillénaire voire séculaire (pays du Maghreb et du Moyen Orient, empires des Indes), d'autres devant les créer *ex-nihilo* (Afrique noire). Il s'agit de créer des administrations centrales chargés des missions régaliennes (armée, police, justice, impôts, diplomatie).

Pour la très grande majorité, ce sont des pays sous-développés (qui deviendront PED puis PMA et Sud en 1975), état provoqué par le passé colonial, qui a entravé le développement industriel et qui perdure du fait de l'échange inégal. La population est d'une manière écrasante rurale ; il existe aussi un **secteur informel** dominant dans les villes qui soutient une **économie de subsistance**.

2. Pour tous, des défis majeurs à affronter grâce au développement :

- L'explosion démographique, entre 1950 et 1975, le Tiers Monde passe des 2/3 de l'humanité à près des 3/4 ou encore voit sa population doubler entre 1950 et 1980 ; revenir sur la **transition démographique** et la phase 1 : effondrement de la mortalité avec des taux de natalité et des indices synthétiques de fécondité (ISF) très élevé (>5), un pays comme la Côte d'Ivoire a sa population qui triple presque entre 50 et 80. Jusque dans les années 60-70, c'est l'Amérique latine qui connaît la plus forte croissance démographique, depuis les années 80, c'est l'Afrique avec une croissance jamais observée (+3% l'an). Il faut donc nourrir, soigner, éduquer cette population et aussi la loger.

Corollaire de cette explosion, fort **exode rural** et la naissance de **mégapoles**. d'où

le problème de l'explosion urbaine et des aménagements urbains qui sont à la traine
=> développement d'un habitat précaire (bidonvilles et autres favelas).

- à cela s'ajoute l'instabilité politique intérieure (guerres civiles) dans un contexte marqué par les rivalités de la guerre froide. L'affrontement est-ouest détermine aussi dans certains pays le choix du mode de développement économique : choix autarcique inspiré par le modèle soviétique ou du moins d'échanges avec le camp communiste // insertion dans les flux de l'économie mondiale dominé par les PDEM.

- La dépendance vis à vis des PDEM : sur quelles bases doivent se définir les termes de l'échange ? Théorie de l'échange inégal de **Arghiri Emmanuel** et des relations centre périphérie de **S. Amin**. La configuration dominante est échange de produits industriels, de biens d'équipement, à forte v.a contre produits primaires souvent non transformés et à faible v.a. => une forte dépendance des seconds par rapport aux premiers mais qui s'inverse quand il s'agit de produits énergétiques, comme le pétrole.

Une dépendance qu'accentue **l'Aide Publique au Développement** des pays développés L'APD proprement dite est bilatérale. Objectif de l'ONU à travers la CNUCED et la Banque Mondiale, APD représente 1% PIB des pays riches ; la moyenne va s'établir à 0,35%, les premiers donateurs étant les 5 premières puissances économiques mondiales dans les 70s. Des organismes internationaux s'impliquent également : tout d'abord l'ONU avec la FAO, l'OMS mais aussi **l'Association internationale de développement** (1960) dépendant de la BM. La première CNUCED en 1964 discute des conditions d'échange des matières premières. Des **banques régionales** en Amérique, Afrique et Asie (années 60) dont les actionnaires majoritaires sont les PDEM voient aussi le jour.

Ne pas oublier que l'URSS et ses alliés fournissent une aide technique, matérielle et humaine.

3. Dans ces conditions, les PED doivent faire des choix de développement :

a. Le modèle autocentré, coupé du commerce international :

L'Inde dirigée par le parti du Congrès depuis 1947 décide de relancer son industrialisation stoppée par la colonisation britannique (textiles, apparition à la fin du XIXe siècle des premiers groupes industriels comme **Tata**). Le choix (inspiré de Gandhi qui pensait que les entreprises des pays décolonisés n'avaient aucune chance de concurrencer les FMN occidentales sur les marchés mondiaux) est fait d'imposer de **très forts tarifs douaniers** (bien que membre du GATT) et de ne pas assurer la convertibilité externe de la **roupie**. L'idée est de développer une **industrie par substitution des importations (ISI)** et de mener une politique définie par l'État à partir de la **planification**.

Dans la logique du non-alignement dont elle est un des membres fondateurs (Belgrade 1961), l'Inde définit une politique économique pragmatique, un socialisme sans dogmatisme, qui reconnaît l'économie de marché tout en donnant un rôle dirigiste à l'État fédéral (28 États fédérés). Ainsi le système des **licences industrielles** permet d'orienter l'activité économique vers des secteurs clés (énergie, industrie

lourde, transport). // se développe un **secteur public industriel** puissant contrôlé par les États fédérés : il atteint en 1980, 40% de la production industrielle. L'Inde se dote ainsi d'une industrie diversifiée qui lui permet notamment d'aborder aux débuts des années 80, l'essor des **NTIC**. Dans le même temps, son réseau de transports hérité de la période britannique se développe (x3 des routes entre 50 et 80).

Le pays doit également affronter une **explosion démographique** (+320 M d'hab entre 1950 et 1980). Avant même les enjeux sanitaires et d'éducation, l'alimentation passe en priorité. Il faut donc accroître la production dans la mesure où la politique autarcique dissuade d'importer des denrées alimentaires : c'est la **révolution verte**. Elle débute au milieu des années 60 après des risques de famine prouvant que le système agricole traditionnelle n'était pas à l'abri des aléas climatiques (sécheresse). Elle s'appuie sur différents prérequis :

- des régions arrosées (Penjab, Uttar Pradesh, Tamil Nadu),
- l'introduction de semences modifiées et hybrides avec l'aide d'instituts de recherche agrobiologiques d'abord américains puis indiens.
- Développement des intrants (engrais, pesticides qu'on associe aux espèces végétales)
- La diffusion progressive du machinisme agricole (motopompes, tracteurs, camions) pour accroître la productivité du travail et permettre dans certains une double récolte annuelle.
- Des infrastructures plus conséquentes (barrages de retenue, routes goudronnées, réseau électrique).

Ainsi la modernité s'est progressivement introduite dans les campagnes indiennes et a permis la disparition progressive des famines générales dans le pays (x4 de la production de céréales entre 1951 et 1995).

L'Inde a lancé son **développement autocentré** et va progressivement s'ouvrir aux IDE mais son PIB/hab a légèrement augmenté et demeure bien inférieur à d'autres pays concurrents (Chine) ou du Tiers-monde (Brésil, Nigeria, Thaïlande...). En effet, les masses paysannes si elles ne souffrent plus de la sous-nutrition (leur espérance de vie a fortement cru , + 20 ans entre 55 et 75) restent très pauvres et majoritairement analphabètes (70% en 1975). Par ailleurs **le système des castes** révèle une absence de mobilité sociale préjudiciable à une forte croissance.

Ce modèle de croissance fondée sur la promotion d'une industrie nationale avec substitution des importations a été suivi par le **Brésil**. Celui-ci avait connu un effort d'industrialisation (notamment industrie légère) dans le contexte fermé des années 30 (effondrement des X des produits tropicaux qui s'amoncelaient en stocks à brûler.). Les M brésiliennes ont fortement chuté dans les années 30 puis après-guerre. Seuls les biens intermédiaires ont été épargnés car nécessaire à l'équipement du pays. Mais à la différence de l'Inde, le Brésil continue à exporter des produits primaires (sa vocation depuis 1500, comme le café, le sucre, le fer) et accepte les IDE.

Le développement industriel du Brésil suit la voie classique. Le « **Getulisme** » des années 50 accélère l'industrialisation du pays : primauté de la métallurgie et des biens d'équipement jusque dans les 60s, puis accent sur les biens de

consommation avec les **IDE des FMN automobiles à partir des 70s** (Volkswagen). Pourtant, cette politique ne permet pas de réduire les M notamment de biens d'équipement nécessaire à l'industrialisation. Forcément les termes de l'échange se dégradent compte tenu du cours des produits primaires. Cela a des répercussions sur l'équilibre de la balance des paiements et conduit le pays à s'endetter. Si on ajoute cela, les très fortes disparités sociales héritées de la colonisation (4 M d'esclaves importés à l'époque des traites) et non combattus (5% des riches reçoivent en 1970, 2/3 du revenu national, réforme agraire toujours reportée, les **minifundia** < 4 ha dans 70s), la demande intérieure est faible et tous les ingrédients sont réunis pour une crise sociale majeure (**coup d'état militaire en 1964**), crise sociale renforcée par **l'explosion de la dette** brésilienne dans les années 70-80 du fait de la hausse des taux d'intérêt.

b. l'insertion dans le commerce mondial

- l'exportation de matières premières :

les données géographiques et naturelles, l'héritage de l'économie coloniale ou de **rente** (infrastructures laissées sur place ; entreprises commerciales métropolitaines prêtes à continuer le commerce) influencent ce choix de développement. Une activité donc déjà présente et qui peut fournir les ressources pour financer les équipements (santé, écoles, routes, réseaux d'eau, d'électricité). Soit l'exploitation est prise en charge par des entreprises nationales (**Sonatrach** en Algérie, **Aramco** en Arabie Saoudite pour les hydrocarbures), soit elle est concédée à des entreprises étrangères qui paient des redevances (ou royalties).

Ainsi en Afrique subsaharienne 93% des exportations étaient des produits primaires en 1965. Ce mode de développement s'inscrit dans la stratégie de développement prônée par **Rostow** afin de passer de la phase 2 à la 3. Accumuler des revenus qui permettront le développement d'un tissu industriel pas seulement dominé par les entreprises publiques et les filiales étrangères. Se développe alors la politique des industries industrialisantes inspiré par le modèle soviétique : c'est l'idée qu'à partir de l'industrie lourde, nationalisée par l'État, va se développer un secteur de production de biens de consommation à partir des surplus dégagés par cette industrie. Pour autant il est nécessaire de former la main d'oeuvre rurale rendue disponible par l'exode rural aux métiers de l'industrie. L'économiste François Perroux a proposé ce modèle des pôles de développement au nouvel Etat indépendant algérien dans les années 60.

Le problème de ce choix est que l'extension des cultures d'exportation se fait au détriment des **cultures vivrières** et la situation paradoxale est que ces pays sont obligés d'importer des céréales des PDEM pour nourrir leurs populations. Par ailleurs, la déstructuration de l'agriculture paysanne alimente le fort exode rural. Nombre de ces produits sont dépendants des **fluctuations des cours mondiaux** de matières premières et la tendance des cours des années 60 fut une baisse tendancielle (entre 1955 et 64, la tonne de **cacao** passe 748 \$ à 505). Pour faire face aux acheteurs qui s'organisent en **oligopsone** pour imposer des prix d'achat à la baisse (deux entreprises contrôlent 75% du marché du cacao), il aurait fallu que les producteurs s'organisent en **cartels** pour leur résister comme les pays exportateurs de pétrole avec la création de l'OPEP (1960). Par ailleurs, il s'agit souvent d'une **monoproduction** de la part du PED, ce qui renforce encore plus sa dépendance vis-à-vis des marchés occidentaux.

Dans ces conditions, ces pays ayant fait le parti de **l'économie de rente**, n'atteignent pas la phase 3 du décollage et surtout s'enfoncent dans l'endettement pour financer des balances courantes déficitaires. C'est donc dans ce contexte du milieu des années 60, que naît la CNUCED et que des réclamations se font au sein du GATT pour intégrer les négociations sur les produits primaires de la part du G 77. A **Alger**, en **1973**, est rédigée une déclaration demandant l'instauration d'un **Nouvel Ordre Économique International**.

- La remontée de filières :

En revanche, les nouveaux pays industrialisés d'Asie **NPIA** (Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan, Singapour) montrent l'exemple d'un développement réussi. Ces derniers s'inspirent du modèle japonais théorisé en 1937 par Kaname Akamatsu, « le vol d'oies sauvages ». Il s'agit dans un premier temps de mettre en place un protectionnisme éducateur selon la vision de l'économiste F. List (1841) tout en assurant la concurrence sur le marché intérieur entre producteurs nationaux. Il faut favoriser une production nationale de biens de consommation qui concurrencent les produits importés. Puis ces biens deviennent compétitifs sur le marché extérieur, le gouvernement favorise alors la production nationale de biens d'équipement à plus forte valeur ajoutée et la protège également jusqu'à ce qu'elle puisse s'exporter. Ensuite, on passe à des produits à plus forte v.a (biens électroniques) : il s'agit donc d'une montée en gamme. Mais comme la population voit son niveau de vie augmenter ainsi que sa formation, pour conserver une compétitivité prix, les entreprises des biens de consommation courante doivent alors délocaliser dans les pays voisins. C'est le modèle de développement adopté par le Japon et qui s'est diffusé parmi ses voisins.

Ainsi la Corée du sud adhère ainsi à l'OCDE en 1996 alors qu'elle était au sortir de la guerre, un pays exploité par le Japon et divisé par la guerre froide (nord industriel, sud agricole). Après une guerre qui laisse le territoire ravagé et sans matières premières, une population exsangue, le pays connaît un **miracle économique** (x4 du PIB/hab entre 1948 et 1975). Un état autoritaire sous la tutelle des E.U prend en charge le développement du pays avec une réforme agraire et des plans qui améliorent les logements et favorise avec des subventions les **industries légères** pour satisfaire les besoins de la population tout en encourageant un fort taux d'épargne. A partir des années 60, sont acceptés les **IDE** (notamment japonais malgré l'animosité) dans les secteurs lourds comme la sidérurgie, la construction navale, raffinage puis l'automobile. Se constituent de grands conglomérats industriels (**chaebols**) devenus désormais des géants mondiaux : Samsung, Daewoo, Hyundai.

La Corée a fait le pari d'un **fort endettement** qui sera remboursé par la croissance des exportations des biens industriels de qualité grâce à des transferts de technologie, fabriqués par une main d'œuvre abondante et disciplinée et peu payés dans un premier temps, vers les PDEM. La valeur des exportations en \$ constants est x 70 entre 1950 et 73). A cela s'ajoute une politique volontariste de formation de la main d'œuvre.

Bilan à l'orée des années 80

La croissance des PED a été plus forte que celles des PDEM mais elle ne les a

pas rattrapées car ils ont dû affronter l'explosion démographique. En fait, la richesse produite durant cette période s'est concentrée sur les PDEM : l'écart de revenus entre le quintile supérieur (20 % les plus riches) et le quintile inférieur des revenus est de 1 à 30 en 1960 à 1 à 45 en 1980. Mais globalement la pauvreté a diminué. Le monde s'est enrichi mais la répartition a été inéquitable.

Par ailleurs, les différences entre PED sont aussi marquantes, que ce soit au niveau régional ou à l'intérieur des continents, entre Etats. Cas à part des pays producteurs de pétrole. Les pays qui connaissent les meilleurs résultats sont les pays qui ont fortement augmenté la productivité du travail (fort en Corée, Taïwan, Brésil ; médiocre en Inde et en Chine sur la période 1950-73). A cela s'ajoute la durée du temps de travail qui a augmenté dans les NPIA tout en faisant l'effort de formation de la main d'œuvre. Dans le même temps, l'exode rural a laissé une agriculture efficace (en Corée, la population agricole passe de 55% à 18% entre 1965 et 80), ce qui n'a pas été le cas au Brésil ou en Inde. Enfin le choix de l'ouverture économique et de l'insertion dans le division internationale du travail **DIT** a été primordiale. Mettre l'accent sur l'organisation politique et sociale, sur la taille des NPIA pour expliquer leur réussite.